



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TONNELLERIE BOUTES

Zone d'activités du Lapin
RN 89-Sortie 7
33750 Beychac-Et-Caillau

Références : 26-169
Code AIOT : 0005206557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement TONNELLERIE BOUTES implanté Zone d'activités du Lapin RN 89-Sortie 7 33750 Beychac-et-Caillau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif de vérifier le respect de l'article 40.7 de l'arrêté du 05/08/2016 portant sur les moyens de lutte contre l'incendie du site, pour lequel l'exploitant était soumis à une astreinte administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TONNELLERIE BOUTES
- Zone d'activités du Lapin RN 89-Sortie 7 33750 Beychac-et-Caillau
- Code AIOT : 0005206557
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société Boutes est spécialisé dans la fabrication de différents types de barriques (les types de barriques fabriquées dépendent de la chauffe, de la finition et de la capacité notamment) destinées à l'élevage de vins.

Cette installation était soumise à autorisation au titre de la rubrique 2410 (atelier du travail du bois) de la nomenclature des installations classées, et est désormais classée sous le régime de l'enregistrement suite à la modification de la nomenclature.

Cet établissement a été autorisé une première fois par arrêté préfectoral du 15 mai 2006. Suite à un dépôt de dossier d'actualisation, les prescriptions applicables au site ont été modifiées et l'ensemble a été prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 5 août 2016 modifié par l'APC du 23 mai 2023.

Il est à noter que cette société n'utilise aucun produit de traitement du bois.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de défense contre l'incendie	Autre du 26/03/2025, article 1, APMD du 19/04/2023, Article 1, et AP du 5/08/2016 modifié par l'APC du 23/05/2023, Article 40.7	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité par rapport à l'article 40.7 de son arrêté préfectoral du 5 août 2016 et les sanctions associées peuvent donc être soldées. Un projet d'arrêté de liquidation totale d'astreinte pour un montant de 0€ (les travaux ayant été réalisés pendant le différé de la sanction) est proposé au préfet de Gironde. L'exploitant est invité à formuler ses observations dans le cadre de la procédure contradictoire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Autre du 26/03/2025, article 1, APMD du 19/04/2023, Article 1, et AP du 5/08/2016 modifié par l'APC du 23/05/2023, Article 40.7
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée :

AP d'astreinte administrative du 26/03/2025, Article 1:

La société Tonnellerie Boutes dont le siège social est sis RN89, Zone d'activité du Lapin, à Beychac et caillau, est rendue redevable d'une astreinte liée à l' écart détaillé ci-après et repris dans l'arrêté de mise en demeure du 19 avril 2023 susvisé jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes :

- s'agissant de l'écart relatif au respect de l'article 40.7 de l'arrêté du 5 août 2016 susvisé portant notamment sur les moyens de lutte contre l'incendie : le montant de l'astreinte est progressif. Il démarre à 0 euro par jour durant 6 mois et augmente ensuite à 50 € par jour

AP du 05/08/2016 modifié par l'APC du 23/05/2023, Article 40.7 :

« L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Il doit notamment disposer :

- [...]
- d'une réserve d'eau d'au moins 480 m³ qui doit disposer, notamment, de :
 - 2 colonnes d'aspiration de 150 mm, terminées par deux demi-raccords de 100 mm chacune protégés par des vannes quart de tour,
 - 2 aires d'aspiration de 4 m sur 8 m, une par colonne d'aspiration, permettant le stationnement des engins.
- d'au moins un poteau incendie pouvant assurer un débit minimal de 60 m³/h sous une pression relative de un bar.

En cas d'indisponibilité d'une partie des ressources en eau d'extinction d'incendie susvisées, l'exploitant doit se doter des moyens, éventuellement provisoires, permettant d'assurer une disponibilité de 300 m³ d'eau par heure pendant deux heures.

[...] »

Constats :

Comme cela est repris dans le rapport de l'inspection précédente du 24/12/2024, l'exploitant avait souhaité racheter la parcelle communale où se situait l'ancienne réserve de 480 m³ afin de la remettre en état de fonctionnement. Suite à ce rachat et aux investigations de l'exploitant sur l'état de cette réserve, il avait fait le choix de lui substituer une ou plusieurs réserves lui permettant de disposer d'un volume de 600 m³ d'eau au total conformément à la prescription ci dessus. (300m³ par heure pendant 2 heures)

Lors de l'inspection du jour, il a pu être constaté que l'exploitant a installé trois réserves souples de 200 m³, deux au nord du site et une au sud. Ces réserves sont chacune munies de 2 bouches d'aspiration et d'une aire d'aspiration par réserve. Il a également été constaté le bon état apparent de ces équipements et que les aires d'aspiration étaient accessibles depuis les voies de circulation du site et dégagées.

<p>En conséquence, l'inspection a pu constater que l'exploitant disposait désormais bien des moyens de lutte contre l'incendie requis. La mise en demeure et l'astreinte associée à la non conformité constatée peuvent être soldés. L'exploitant a fourni lors de l'inspection l'attestation de fin de travaux datée du 23 septembre 2025 qui respecte le délai de 6 mois de différé prévu par l'astreinte. Cette astreinte est donc liquidée pour un montant nul.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à formuler ses observations sur le projet de liquidation d'astreinte dans le cadre de la procédure contradictoire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure</p>